

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA MODERNISATION DES
INSTALLATIONS ELECTRIQUES,
AUTOMATISME ET CONTROLE
COMMANDE SUR L'USINE DE
VILLEJEAN ET SES SATELLITES**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES
14 MAI 2024 A 14H00

**REGLEMENT DE CONSULTATION
- RC
(Phase candidature)**

Réf : PEME-2024-06

Procédure avec négociation réalisée conformément aux articles R. 2161-22 et R. 2124-4 du Code de la commande publique

TABLE DES MATIERES

1 - IDENTITE DE L'ENTITE ADJUDICATRICE	3
2 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
2.1. OBJET	3
2.2. MODE DE PASSATION	3
2.3. TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
2.4. DECOMPOSITION DU MARCHE	4
2.5. NOMENCLATURE	4
2.6. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION	4
2.7. CALENDRIER PREVISIONNEL	4
2.8. MONTANT PREVISIONNEL	4
2.9. ORGANISATION DE L'AMO	4
2.10. PRESENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS	5
3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1. RAPPEL DES CONDITIONS DE PARTICIPATION	5
3.2. OFFRES VARIANTES	5
3.3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3.3.1. Phase candidature	5
3.3.2. Phase offre	5
3.3.3. Visite sur sites	6
3.3.4. Phase négociation	6
3.4. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	6
4 - INTERVENANTS	7
4.1. CONDUITE D'OPERATION	7
4.2. CONTROLE TECHNIQUE	7
4.3. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	7
5 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	7
5.1. DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION	7
5.2. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	7
5.3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	7
6 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
6.1. QUESTIONS	8
6.2. MODIFICATION DE DETAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	8
7 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
7.1. DOCUMENTS A REMETTRE POUR LA CANDIDATURE	9
7.2. DOCUMENTS A REMETTRE POUR L'OFFRE	10
8 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS	10
8.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE	10
8.2. TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	11
9 - EXAMEN DES CANDIDATURES	12
9.1. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	12
9.2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
11 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	13
12 - PROCEDURES DE RECOURS	14

1 - IDENTITE DE L'ENTITE ADJUDICATRICE

Société Publique Locale Eau du Bassin Rennais.

Société Anonyme enregistrée au RCS sous le n° 798 203 576 R.C.S Rennes

Adresse postale :
15, rue du doyen Denis Leroy - CS 51 156 - 35011 Rennes

Adresse Internet principale : <https://monagence.eaudubassinrennais.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

2 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il est fortement conseillé aux soumissionnaires de ne pas télécharger le dossier de consultation de manière anonyme mais de s'identifier et de renseigner une adresse électronique valide et régulièrement consultée, afin :

- D'être informés automatiquement de toutes modifications qui pourraient être apportées sur les pièces en cours de consultation et/ou d'éventuelles réponses aux questions pouvant être posées par les soumissionnaires,
- D'échanger avec les soumissionnaires (demandes de complément, de précision, de régularisation, négociation, etc.),
- De leur notifier les décisions (lettre d'information aux soumissionnaires non retenus, notification du marché auprès de l'attributaire), une fois la date limite de réception des candidatures dépassée.

L'acheteur ne pourra être tenu responsable de la non-consultation de ces échanges et notifications, de la méconnaissance des modifications et/ou des réponses aux questions par les soumissionnaires qui ne seront pas identifiés et des erreurs d'adresse électronique.

2.1. OBJET

La présente consultation concerne la mission de Maîtrise d'Œuvre pour la modernisation des installations électriques, automatisme et contrôle commande sur l'usine de Villejean et ses satellites.

Lieu d'exécution : Rennes, Cesson-Sévigné, Saint-Thurial, Maxent et Mordelles.

L'exécution des prestations est soumise au respect des conditions sanitaires édictées par les autorités compétentes.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure en réhabilitation.

2.2. MODE DE PASSATION

La procédure de passation est la procédure négociée en application de l'article R2124-4 du code de la commande publique.

2.3. TYPE ET FORME DE CONTRAT

Il s'agit d'un marché ordinaire de Maîtrise d'Œuvre à prix global et forfaitaire.

2.4. DECOMPOSITION DU MARCHE

Les prestations ne sont pas alloties en l'absence de prestations distinctes.

2.5. NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code	Description
713335000-5	Etudes techniques

2.6. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

La Société Publique Locale Eau du Bassin Rennais assure la production et la distribution d'eau sur le territoire de la Collectivité Eau du Bassin Rennais. Les défaillances liées à l'hétérogénéité des équipements impliquent une rénovation des installations électriques et de contrôle commande, afin de répondre à un impératif de pérennité, de fiabilité, de simplification et de sécurisation des installations mais également d'uniformisation du parc.

Cette mission de Maîtrise d'Œuvre concerne à la fois l'usine de Villejean mais également certains de ses satellites. Dénommée « VIL Phase 4 », cette mission est constitué de plusieurs projets, avec une volonté de renouvellement, d'entretien et d'amélioration de l'exploitation des installations de production et distribution.

2.7. CALENDRIER PREVISIONNEL

- Septembre 2024 - 1^{er} semestre 2025 : notification de la maîtrise d'œuvre, début des études, constitution du programme de travaux et publication du DCE travaux
- 2^{ème} semestre 2025 : notification de l'entreprise de travaux – Période de préparation
- 2026 à 2028 : phase travaux

2.8. MONTANT PREVISIONNEL

La part indicative de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux par le Maître d'Ouvrage est fixée à 6 400 000 euros HT (valeur septembre 2023).

2.9. ORGANISATION DE L'AMO

La SPL Eau du bassin Rennais a confié au groupement d'entreprises EPI, C&I Automatismes et ACCEIS une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage dans le but de réaliser :

- Un diagnostic des ouvrages existants,
- La rédaction d'un programme de travaux (organisation et cadencement),
- La consultation et le choix d'un Maître d'Œuvre (objet de la présente consultation),
- Le suivi de la mission du Maître d'Œuvre

2.10. PRESENTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS

La conduite d'opération sera assurée par la Société Publique Locale Eau du Bassin Rennais qui a reçu de la part de la collectivité Eau du bassin rennais, un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage

La collectivité sera associée à ce projet selon les termes de cette convention de délégation.

La société publique locale Eau du Bassin Rennais sera assisté du groupement d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage constitué des entreprises EPI, C&I Automatismes et ACCEIS

Les principaux intervenants au projet sont les suivants :

- Maître d'Ouvrage : Collectivité Eau du Bassin Rennais,
- Maîtrise d'Ouvrage déléguée : SPL Eau du Bassin Rennais,
- Assistant à Maîtrise d'Ouvrage : EPI, ACCEIS et C&I Automatisme,

3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. RAPPEL DES CONDITIONS DE PARTICIPATION

Sauf application des articles L2141-13 et R2142-26 du code de la commande publique, les candidats admis à présenter une offre n'ont pas la possibilité de modifier la composition du groupement présenté lors de la phase de candidature.

3.2. OFFRES VARIANTES

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variante.

3.3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Les candidats devront remettre leur candidature et leur offre conformément aux dispositions du présent règlement, qui détaille le contenu attendu et les modalités d'envoi.

Dans ce cas précis, la candidature et l'offre sont envoyées en deux phases distinctes.

Seuls les candidats ayant été retenus au terme de l'examen des candidatures devront établir et remettre une offre.

Les candidatures et les offres remises, si elles sont incomplètes, pourront faire l'objet d'une demande de régularisation. Les candidats ne régularisant pas les candidatures et les offres dans les délais impartis verront leur offre écartée.

3.3.1. Phase candidature

L'assistant à Maîtrise d'Ouvrage procédera à un premier examen des candidatures.

A l'issue de l'analyse des candidatures, les soumissionnaires ayant apportées les garanties suffisantes seront sélectionnés pour la deuxième phase et se verront inviter à remettre leur offre.

3.3.2. Phase offre

A l'issue de la phase de candidature, les candidats admis à déposer leur offre en sont informés par courrier électronique via la plateforme de dématérialisation Mégalis.

Cette seconde phase permettra aux candidats sélectionnés de remettre une offre technico financière selon les éléments du cahier des charges complet qui leur sera remis à cette occasion et participer à la phase de négociation si elle est engagée.

L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage procédera à un premier examen des offres en application des critères de sélections définis à l'article 9.2 du présent règlement de consultation.

3.3.3. Visite sur sites

La visite sur sites des différentes installations est obligatoire lors de la phase offre.

Les conditions liées à l'organisation de cette visite seront indiquées dans le courrier d'invitation à présenter une offre.

3.3.4. Phase négociation

Les candidats sélectionnés à l'issue de la phase de sélection des candidatures sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation tant sur l'aspect technique que financier. La SPL Eau du Bassin Rennais se réserve également la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans avoir recours à une phase de négociation.

3.4. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

La candidature, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Le Titulaire devra répondre à l'ensemble de ces compétences et pourra pour cela constituer un groupement si besoin dont le mandataire saura justifier de la compétence électricité, contrôle-commande, automatisme et gestion de projets.

Les compétences électricité, contrôle commande et automatisme, ne pourront être justifiées que par une cotraitance si elles ne peuvent pas l'être en interne par le Titulaire. De plus, le mandataire devra avoir à minima la compétence électricité ou contrôle commande et automatisme.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de mandataire et/ou de membre de plusieurs groupements.

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation du marché.

4 - INTERVENANTS

4.1. CONDUITE D'OPERATION

La conduite d'opération sera assurée par la Société Publique Locale Eau du Bassin Rennais qui a reçu de la part de la collectivité Eau du bassin rennais, un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage

La collectivité sera associée à ce projet selon les termes de cette convention de délégation.

La société publique locale Eau du Bassin Rennais sera assisté du groupement d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage constitué des entreprises EPI, C&I Automatismes et ACCEIS

4.2. CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le Maître d'Ouvrage pourra être assisté d'un contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront confirmés ultérieurement.

4.3. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Pour l'exécution du présent marché, le Maître d'Ouvrage sera assisté d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs dont le nom sera confirmé ultérieurement.

L'opération, objet du présent marché relève du niveau II au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

5 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

5.1. DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION

La durée et le délai d'exécution des prestations sont fixés dans l'acte d'engagement.

5.2. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les prestations du présent marché seront financées par autofinancement de la SPL Eau du Bassin Rennais, complété, le cas échéant, par des ressources externes (emprunt, subventions, fonds européens non confirmé à ce jour, etc.) conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées par virement administratif dans un délai global de 45 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5.3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le Titulaire devra respecter l'obligation de confidentialité et les mesures de sécurité requise pour l'exécution des prestations.

Conformément à l'Attestation de Confidentialité, pièce contractuelle, les candidats se sont engagés à protéger la confidentialité des informations qui leur seront fournies dans le cadre de cette consultation et notamment les pièces techniques (CCTP et ses annexes).

Il est interdit aux opérateurs économiques de les diffuser à des personnes ou entreprises extérieures aux membres du groupement ou sous-traitants ou à des personnes non identifiées dès la phase candidature dans l'attestation de confidentialité.

6 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de Consultation (RC),
- L'Attestation de Confidentialité (Annexe A),
- La note de synthèse.

Le dossier de consultation est disponible gratuitement par l'intermédiaire du profil acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>. Les documents confidentiels sont disponibles sous conteneur ZED, le mot de passe sera transmis par sms.

6.1. QUESTIONS

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme Mégalis ou aux coordonnées suivantes : achats@eaudubassinrennais.fr.

Les questions doivent être adressées au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des candidatures. Les réponses seront diffusées via la plate-forme de dématérialisation dans les meilleurs délais.

Au cours de l'établissement de sa candidature, le candidat est tenu de signaler toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'il aurait relevées dans les pièces constitutives du dossier de consultation à la lecture de celui-ci. Le candidat est avisé que le titulaire du marché ne pourra en aucun cas se prévaloir des éventuelles erreurs, anomalies ou omissions, mentionnées précédemment pour justifier une demande d'augmentation du montant du marché, ou refuser d'exécuter tout ou partie de ce dernier, s'il n'a pas respecté l'obligation prévue au présent alinéa.

6.2. MODIFICATION DE DETAIL DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés sur la plateforme MEGALIS lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat a remis un pli avant les modifications, il peut en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des plis dans le délai imparti, cette date est reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

7 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Chaque soumissionnaire aura à remettre de manière dématérialisée un pli contenant les pièces de I.

Les pièces seront entièrement rédigées en langue française. Si les pièces sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

Les pièces à fournir sont énumérées ci-après. Celles devant être signées, doivent l'être par la personne habilitée à engager l'entreprise.

7.1. DOCUMENTS A REMETTRE POUR LA CANDIDATURE

Libellés
La lettre de candidature (DC1), dûment complétée et signée
Le DC2 ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) ou tout autre document considéré comme approprié pour prouver sa capacité économique et financière, dûment complété et signé
L'Attestation de Confidentialité, dûment complétée et signée
Une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années appuyées d'attestation de bonne exécution sur des opérations d'importance et de complexité comparables
Les certifications OPQIBI ou équivalent, suivantes sont à transmettre si le candidat en dispose : <ul style="list-style-type: none">▪ 1406 Etude d'installations électriques complexes,▪ 1420 Ingénierie en électricité complexe,▪ 1416 Etude de systèmes et réseaux courants d'informatique et de communication,▪ 1422 Ingénierie en courants faibles complexes.
Les moyens humains dont dispose le candidat (effectif, titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services, objet du marché, expérience du personne)
Les moyens matériels dont dispose le candidat (description des locaux, de l'outillage, du matériel et logiciels informatiques)
L'organisation interne liée au suivi et qualité de service et notamment les mesures et méthodologie qu'il appliquera pour contrôler la qualité ainsi que les méthodes et moyens utilisés afin de répondre à la protection des données et la sécurité informatique
Les certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance qualité

La candidature, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les co-traitant et/ou sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la co-traitance et/ou sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des co-traitants et/ou sous-traitants.

En cas de prestataires groupés, chaque membre du groupement doit remettre sous peine de non-conformité les pièces demandées, à l'exception du formulaire DC1 qui est à remettre en seul exemplaire pour le groupement.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

Dans ce cas, le candidat, qui s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques, en produisant à cet effet pour ce ou ces opérateur(s) l'ensemble des pièces exigées au titre de la candidature (à l'exception du DC1) ainsi qu'une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il(s) n'entre(nt) dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, notamment qu'il(s) satisfait(ont) aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail. Le candidat apporte également la preuve qu'il disposera des capacités de ce ou ces opérateurs pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Par ailleurs, en application de l'article R. 2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'entité adjudicatrice peut obtenir directement par le biais (i) d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation, ou (ii) d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. .

Pour le cas du recours au DUME (Document Unique du Marché Européen) :

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), remplaçant le DC1 et les autres pièces demandées au titre du dossier de candidature.

Il doit être remis :

- En cas d'opérateur seul : par l'opérateur,
- Si le candidat utilise les capacités d'entités tierces : le candidat remet son DUME et un DUME pour chacune des entités tierces,
- Si le candidat est un groupement d'opérateur : par chaque membre du groupement.

Il est précisé que l'entité adjudicatrice n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

7.2. DOCUMENTS A REMETTRE POUR L'OFFRE

Les documents à remettre lors du dépôt des offres seront précisés lors de l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats retenus pour cette phase.

8 - MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

8.1. TRANSMISSION ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE

L'acheteur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée (hors copie de sauvegarde).

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalix.bretagne.bzh/>.

En cas de difficultés pour télécharger les documents sur le profil d'acheteur, un support téléphonique est accessible aux coordonnées suivantes : 0820 20 77 43 (n° indigo).

Les plis devront être transmis avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Conseils : anticiper suffisamment votre dépôt pour effectuer les manipulations et le transfert intégral des fichiers. Vous pouvez effectuer une réponse de test à l'avance.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01h00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même soumissionnaire, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.

Pour le dépôt des candidatures, les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants, étant précisé qu'ils devront impérativement être transmis dans des formats largement disponibles et que l'acheteur dispose d'un environnement Windows :

- Au format Word ou équivalent pour l'acte d'engagement afin que l'acheteur puisse, en cas d'attribution du marché, le compléter (n° de marché, etc.) et le retourner à l'attributaire pour être signé électroniquement,
- Au format Excel ou équivalent pour les pièces financières,
- Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des autres documents, sous réserve des mentions précitées.

Les documents devront être préalablement traités par les soumissionnaires par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le soumissionnaire concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des soumissionnaires.

8.2. TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats peuvent adresser à Eau du Bassin Rennais une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre, sur support papier ou support physique électronique, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le pli contenant la copie de sauvegarde doit comporter les références de la présente consultation avec les mentions suivantes :

Candidature de : mention permettant l'identification du soumissionnaire (nom(s) de l'entreprise seule ou des membres du groupement).

Candidature pour : Mission de Maîtrise d'Œuvre pour la modernisation des installations électriques, automatisme et contrôle commande sur l'usine de Villejean et ses satellites.

Le nom du candidat et la mention visible « ne pas ouvrir - copie de sauvegarde », et être envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception ou être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

SPL Eau du Bassin Rennais, 15 rue du Doyen Denis Leroy, 35000 Rennes

Les horaires de réception des plis sont les suivants : de 9H à 12H et de 14H à 16H, du lundi au vendredi.

La copie de sauvegarde doit contenir les pièces exigées à l'article 7 du présent règlement, pour le dossier de candidature et l'offre, en respectant les prescriptions de ces articles. La copie de sauvegarde doit être la reproduction exacte de la candidature et de l'offre transmises par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise peut être sous format papier ou sur support physique électronique. En cas de remise sur support physique électronique, la présentation et le format des fichiers doivent être conformes aux prescriptions formulées s'agissant de la remise des candidatures par voie électronique.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'entité adjudicatrice dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019, elle est détruite.

9 - EXAMEN DES CANDIDATURES

9.1. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Seront éliminées :

- Les candidatures non recevables en application des articles L. 2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique,
- Les candidatures ne présentant pas toutes les compétences demandées dans le cadre du présent avis ou dont les garanties et capacités professionnelles, techniques, économiques et financières sont insuffisantes.

Les candidatures seront ensuite examinées à l'aune des éléments listés au chapitre 7.1

9.2. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plateforme Megalis : <https://marches.e-megalisbretagne.org/> ou aux coordonnées suivantes : achats@eaudubassinrennais.fr .

Les questions doivent être adressées au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront diffusées via la plate-forme de dématérialisation dans les meilleurs délais.

10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les soumissionnaires transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, selon la nature de la question et de la réponse, à l'entreprise demandeur ou à l'ensemble des soumissionnaires ayant retiré le dossier de consultation après identification, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, par l'intermédiaire du profil acheteur.

11 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En répondant à cette consultation, le candidat accepte expressément que des données personnelles nécessaires au traitement de sa candidature soient collectées par la SPL Eau du Bassin Rennais, à la date limite de remise des candidatures. Ce traitement est fondé sur l'article 6.1 (sauf point d) du règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (dit : « R.G.P.D. »).

Ces données sont nécessaires pour permettre l'analyse des candidatures, les échanges avec les candidats, l'envoi des décisions afférentes, puis la gestion administrative et financière des contrats qui seront conclus avec le ou les candidats déclarés attributaires.

Les données recueillies sont : les noms, prénoms et adresses courriel des personnes listées parmi les effectifs de la société ou en charge de l'exécution du marché, telles que désignées dans la candidature du candidat ou identifiées dans le registre des dépôts de la plateforme de dématérialisation. Lorsque le curriculum vitae sont demandés par le Pouvoir Adjudicateur, les informations liées au cursus des personnes sont également recueillies.

Ces données sont conservées sur les serveurs de l'établissement. Ces données sont susceptibles d'être transmises, dans la limite du nécessaire, aux services prescripteurs ou utilisateurs de l'établissement, ainsi qu'au groupement d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, pour assurer la bonne exécution du marché. Ces données ne sont pas transmises à d'autres organismes, sauf dans le cas où un contrôle du juge des comptes, un contentieux devant les juridictions ou une loi particulière, contraindraient l'établissement à le faire.

En application de la législation sur les marchés publics, ces données sont conservées, pour les candidats non retenus, pendant un délai de 5 ans à compter de la signature du marché, et pour les candidats retenus, pendant un délai de 5 ans à compter de la fin du délai de validité du marché ou 10 ans s'il s'agit d'un marché de travaux, Maîtrise d'Œuvre ou contrôle technique. Les marchés signés sont détruits au terme de ces durées, sauf en cas d'archivage définitif en raison d'un intérêt historique particulier.

Le candidat peut exercer ses droits d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement auprès de la SPL Eau du Bassin Rennais. Il peut également exercer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

12 - PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

Les candidats devront s'adresser à lui pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, Il est également l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative, et pouvant être exercé avant la signature du contrat,
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative,
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat),
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

La publication de l'avis d'attribution pour les marchés à procédure adaptée sera effectuée sur le profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>.